

9^e Édition

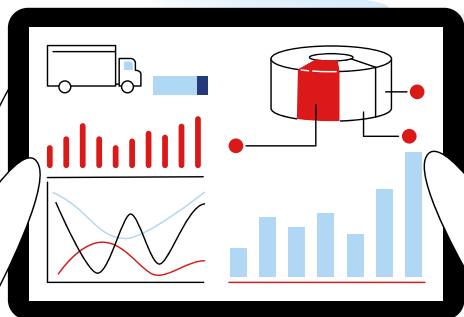
Juin 2026

CROSS
CHANNEL
Institute

By the
FRANCO
BRITISH
Chamber

Baromètre des Relations Économiques Franco-Britanniques

*2025 : Résilience, innovation et croissance
pour un avenir commun*



En partenariat avec

forv/s
mazars



Sommaire

Notes et références	4
Évolution des échanges bilatéraux	6
2025 : Échanges de biens et de services	7
Échanges de biens	
<i>2025 : Principaux secteurs du commerce de biens</i>	8
<i>Évolution des échanges de biens entre 2024 et 2025</i>	9
Échanges de services	
<i>2025 : Principaux secteurs du commerce de services</i>	10
<i>Évolution des échanges de services entre 2024 et 2025</i>	11
Secteurs excédentaires	
<i>Secteurs excédentaires pour la France</i>	12
<i>Secteurs excédentaires pour le Royaume-Uni</i>	13
Analyse et perspectives	
<i>2025 : Le commerce franco-britannique tient bon malgré les vents contraires</i>	14
<i>2025-2026 : une conjoncture plus complexe, mais une résilience confirmée</i>	18
Investissements directs étrangers en 2025	22
Classement des partenaires commerciaux du Royaume-Uni	23
Zoom sur	
<i>l'Écosse</i>	24
<i>l'Irlande du Nord</i>	26
<i>le Pays de Galles</i>	28
T1 2026	
<i>Le commerce de biens rebondit, porté par la hausse des importations et des exportations</i>	30



Foreword

*Olivier Campenon,
Chairman of the Cross-Channel Institute*

Dans un monde marqué par l'incertitude géopolitique, la fragmentation économique et une transformation technologique rapide, les relations entre la France et le Royaume-Uni restent à la fois solides et d'une importance stratégique.

Cette 9^e édition du Baromètre des relations économiques franco-britanniques offre bien plus qu'un simple recueil de statistiques. Elle apporte un éclairage unique sur la solidité et le potentiel futur de l'un des partenariats économiques bilatéraux les plus importants d'Europe. Derrière chaque chiffre se cache l'histoire d'entreprises qui investissent, innovent et s'adaptent à un environnement mondial en mutation rapide.

Les chiffres confirment la remarquable solidité des échanges franco-britanniques. Avec un commerce bilatéral atteignant 121 milliards d'euros en 2025 — à peine en deçà du record de 123 milliards d'euros enregistré en 2024 —, nos deux économies ont démontré une profonde interdépendance que ni les turbulences tarifaires ni l'incertitude des marchés n'ont pu ébranler. Cette performance quasi record, maintenue sur trois années consécutives, témoigne de la solidité structurelle de cette relation. Cette tendance semble se confirmer au vu de la hausse de 8 % des échanges de biens au premier trimestre 2026.

Cette édition met également en lumière les tendances émergentes qui façonneront notre avenir : l'intelligence artificielle, la coopération en matière de défense, la transition énergétique, les sciences de la vie et l'importance croissante des écosystèmes régionaux dans les deux pays.

Je tiens tout particulièrement à remercier George Lagarias, Chief Economist et Azza Essaafi, Senior Manager Tech, Data & AI à Forvis Mazars, ainsi que Chantana Sam, économiste, HSBC Continental Europe, dont les expertises apportent profondeur et perspective à cette publication. Leurs analyses contribuent à transformer les données en une réflexion stratégique pertinente.

J'adresse également mes sincères remerciements à notre partenaire Forvis Mazars pour son soutien et son engagement en 2026 en faveur du renforcement du dialogue économique franco-britannique.

J'espère que ce Baromètre inspirera les chefs d'entreprise, les décideurs politiques et les investisseurs à continuer de nouer des partenariats ambitieux de part et d'autre de la Manche. À l'heure où l'Europe a besoin à la fois de résilience et d'innovation, la relation franco-britannique reste un puissant moteur d'opportunités et de croissance.

Bonne lecture.

Notes et références

- 1 La source de données provient de l'Office des statistiques nationales du Royaume-Uni (ONS).

Services

<https://www.ons.gov.uk/businessindustryandtrade/internationaltrade/datasets/uktradeinservicesservicetypebypartnercountrynonseasonallyadjusted>

Exportations de biens

<https://www.ons.gov.uk/economy/nationalaccounts/balanceofpayments/datasets/uktradecountrybycommodityexports>

Importations de biens

<https://www.ons.gov.uk/economy/nationalaccounts/balanceofpayments/datasets/uktradecountrybycommodityimports>

Biens et services

<https://www.ons.gov.uk/economy/nationalaccounts/balanceofpayments/datasets/uktradegoodsandservicespublicationtables>

- 2 Les données les plus récentes couvrent la période de janvier 2025 à décembre 2025, telles que publiées par l'ONS le 24 avril 2026. Les données publiées peuvent être révisées et mises à jour à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles ou en cas de modification des méthodes ou des systèmes.
- 3 Toutes les valeurs sont exprimées en prix courants (c'est-à-dire non corrigées de l'inflation), sauf indication contraire.
- 4 La variation annuelle en pourcentage (%) est calculée sur une base nominale et n'est pas corrigée des variations saisonnières.
- 5 Ce rapport étant destiné à un public majoritairement français, la méthodologie adoptée consiste à convertir les données commerciales du Royaume-Uni de la livre sterling (£) en euros (€) en utilisant le taux de change annuel moyen pour l'année, tel que publié par la Banque Centrale Européenne (BCE).

https://www.ecb.europa.eu/stats/policy_and_exchange_rates/euro_reference_exchange_rates/html/eurofxref-graph-gbp.fr.html

AER	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
GBP1 = EUR	1,13925	1,12397	1,16333	1,17266	1,14970	1,118117	1,16715
Variations		-1,3%	3,5%	0,8%	-2%	2,7%	-1,2%

- 6 Après une décennie d'inflation relativement faible, la reprise économique post-Covid en 2022 et 2023, ainsi que la crise énergétique provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ont entraîné une hausse des prix.

De plus, les statistiques commerciales ont connu une forte volatilité depuis la mise en œuvre du UK-EU Trade and Cooperation Agreement (TCA), ainsi que les perturbations mondiales des chaînes d'approvisionnement (par exemple, la pénurie de semi-conducteurs).

Cela complique l'analyse des effets de prix, de composition et de volume sur le commerce. Par conséquent, il convient d'interpréter ces sources de données avec prudence.

Les chiffres de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente* sont présentés dans le tableau ci-dessous :

		2020	2021	2022	2023	2024	2025
UK	Headline	0,9	2,6	9	7,4	2,5	3,3
	Core	1,4	2,4	5,9	6,2	3,7	4,2
France	Headline	0,5	1,6	5,2	4,9	2	2,6
	Core	0,6	1,1	3,8	5,1	1,8	2,4

*L'inflation globale concerne tous les produits, services et biens de l'économie, tandis que l'inflation sous-jacente exclut les prix volatils des carburants et des denrées alimentaires.

- 7 Le classement des partenaires commerciaux totaux du Royaume-Uni (page 23) ainsi que les données trimestrielles sur le commerce de biens (page 30) sont publiés et présentés en livres sterling (£).

- 8 Définitions :

Importations du Royaume-Uni – Biens et services produits ou obtenus au Royaume-Uni et vendus à la France (du Royaume-Uni vers la France).

Exportations françaises – Biens et services vendus au Royaume-Uni, qui ont été produits ou obtenus en France (de la France vers le Royaume-Uni).

Commerce total ou « bilatéral » – Valeur totale des échanges commerciaux entre la France et le Royaume-Uni (importations plus exportations).

Balance commerciale – différence entre les exportations et les importations, calculée par la différence entre les exportations de la France et les importations du Royaume-Uni.

Excédent commercial – montant par lequel la valeur des exportations d'un pays dépasse la valeur de ses importations.

Déficit commercial – montant par lequel la valeur des importations d'un pays dépasse la valeur de ses exportations.

Les statistiques sont données sur la base de la balance des paiements (changement de propriété).

Évolution des échanges bilatéraux

Échanges
commerciaux
bilatéraux



€121 = £103,8
Mrds

Milliards in 2025*

de biens et services en 2025.

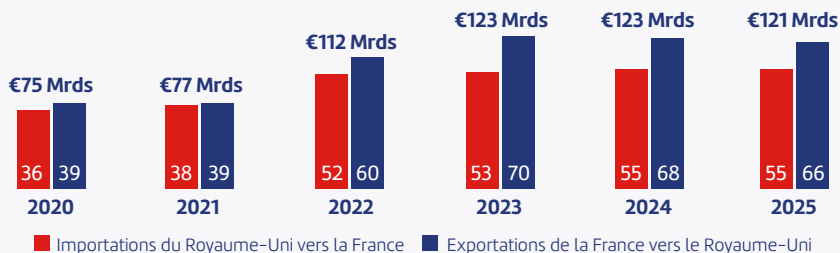
 **€55** = £47,2
Mrds Mrds

Importations du Royaume-Uni
vers la France en 2025 (+1%)

£56,6 = **€66** 
Mrds Mrds

Exportations de la France
vers le Royaume-Uni en 2025 (-4%)

Flux commerciaux France-Royaume-Uni



Les échanges bilatéraux entre la France et le Royaume-Uni sont restés globalement solides en 2025, atteignant environ 121 milliards d'euros, soit une baisse de seulement 1,5 % par rapport à l'année précédente, après avoir atteint un niveau record de 123 milliards d'euros en 2024, ce qui confirme la solidité structurelle des relations commerciales franco-britanniques.

Les importations du Royaume-Uni vers la France ont continué de progresser, atteignant environ 55 milliards d'euros, soit une hausse d'environ +1 % par rapport à l'année précédente, reflétant la compétitivité soutenue du Royaume-Uni dans certains biens et, surtout, dans les services.

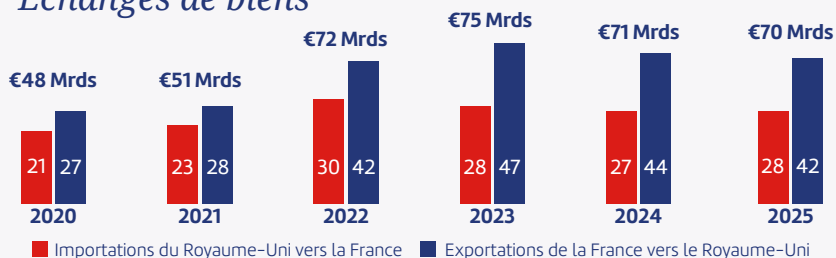
En revanche, les exportations françaises vers le Royaume-Uni ont reculé à environ 66 milliards d'euros, soit une baisse d'environ 3,5 % par rapport à 2024, après deux années de reprise post-Covid exceptionnellement forte. En conséquence, la France a maintenu une balance commerciale positive d'environ 11 milliards d'euros, bien que cet excédent se soit réduit d'environ 21 % en glissement annuel, signalant une érosion progressive de l'avantage comparatif de la France.

***Note:** Sauf indication contraire, ce rapport fait référence à des augmentations en pourcentage (%) sur une base « nominale » (c'est-à-dire sans ajustement pour les effets de l'inflation, des taux de change, etc.).

2025 : Échanges de biens et de services

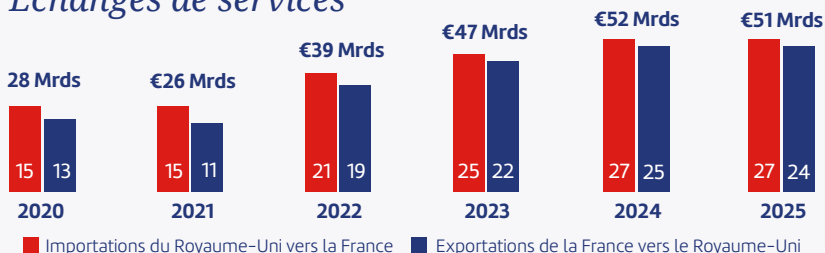


Échanges de biens



Les échanges de biens mettent en évidence une érosion de l'excédent commercial de la France dans ce secteur. En 2025, le volume total des échanges de biens a reculé de 1,1%, les exportations de la France vers le Royaume-Uni ayant baissé (-2,3 %) tandis que les importations du Royaume-Uni vers la France ont augmenté (+3,7 %).

Échanges de services



L'année 2025 confirme une stabilisation des échanges de services entre la France et le Royaume-Uni : les volumes restent à des niveaux historiquement élevés, et le Royaume-Uni conserve un avantage stable de 3 milliards d'euros.

2025 : Principaux secteurs du **commerce de biens**



€70 Mrds = £60,5 Mrds

Échanges de biens
en 2025

- 3%
versus 2024



Machines et matériel de transport
dont l'aéronautique et l'automobile.



€26,5 Mrds

↓ -7%



Produits chimiques
dont produits pharmaceutiques,
produits de nettoyage...



€12,6 Mrds

↑ +17%



Divers produits manufacturés
dont bijouterie, vêtements et
accessoires, meubles...



€8,8 Mrds

↓ -4%



Agriculture et élevage
dont céréales, pêche,
produits laitiers...



€8 Mrds

=



Fabrication de matériaux
dont acier, fer, papier, cuir...



€6,2 Mrds

↓ -4%



Boissons et tabac



€2,8 Mrds

↓ -34%



Énergie
dont pétrole, électricité, gaz...



€3,9 Mrds

↑ +30%



Autres
dont matières brutes, huiles et graisses
animales et végétales, divers...



€1,7 Mrds

↑ +31%

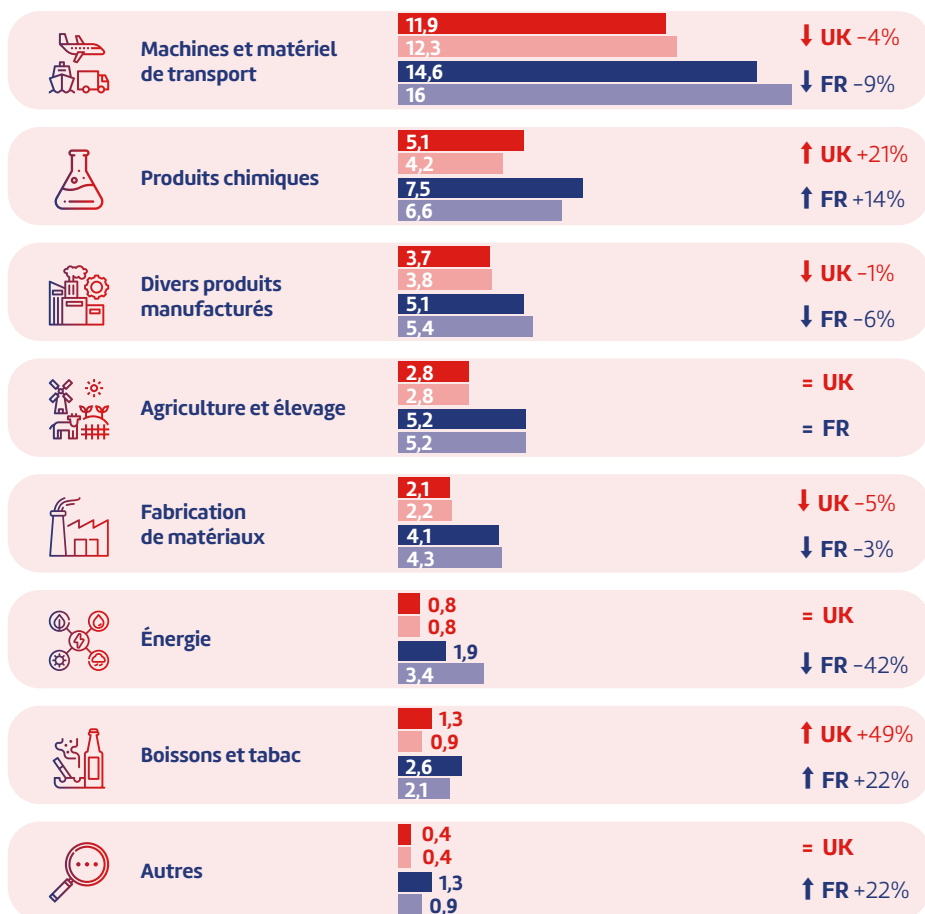
↑ Changements par rapport à 2024

■ Importations du Royaume-Uni vers la France (en milliards d'euros)
■ Exportations de La France vers le Royaume-Uni (en milliards d'euros)

Évolution des échanges de biens entre 2024 et 2025

Les exportations de la France vers le Royaume-Uni ont reculé d'environ 3 %, principalement en raison de la baisse des exportations de machines et de matériel de transport (-9 %), de produits manufacturés divers (-6 %) et de produits manufacturés de base (-3 %), ainsi que d'une forte chute des exportations de boissons et de tabac (-42 %). Cette baisse a été partiellement compensée par une forte croissance des produits chimiques (+14 %), de l'énergie (+22 %) et des autres biens (+22 %), tandis que les exportations de produits agricoles et d'élevage sont restées stables.

Les importations du Royaume-Uni vers la France ont globalement augmenté, soutenues par une forte hausse des importations d'énergie (+49 %) et de produits chimiques (+21 %). En revanche, les importations de machines et de matériel de transport ont baissé de 4 %, parallèlement à des baisses des importations de produits manufacturés divers (-1 %) et des produits manufacturés de base (-5 %), tandis que l'agriculture et les boissons sont restées globalement inchangées.



■ Importations du Royaume-Uni vers la France (en milliards d'euros) ■ 2025 ■ 2024
 ■ Exportations de la France vers le Royaume-Uni (en milliards d'euros) ■ 2025 ■ 2024

2025 : Principaux secteurs du **commerce de services**



€51 Mrds = £43,3 Mrds

Échanges de biens
en 2025

-2%
versus 2024



Services aux entreprises

dont le conseil en gestion, les services juridiques, la comptabilité, la publicité, la R&D, etc.



Voyages et tourisme*

dont les voyages d'affaires et le tourisme



Services financiers



Technologies

dont les télécommunications et les services informatiques



Services de transport

Maritime, aérien, routier ou ferroviaire



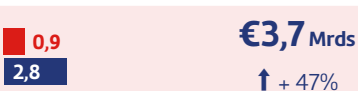
Propriété intellectuelle



Assurances et retraites



Divers dont l'industrie manufacturière, l'entretien et la réparation, la construction, les services personnels et de loisirs, et les services publics



↑ Changements par rapport à 2024

■ Importations du Royaume-Uni vers la France (en milliards d'euros)

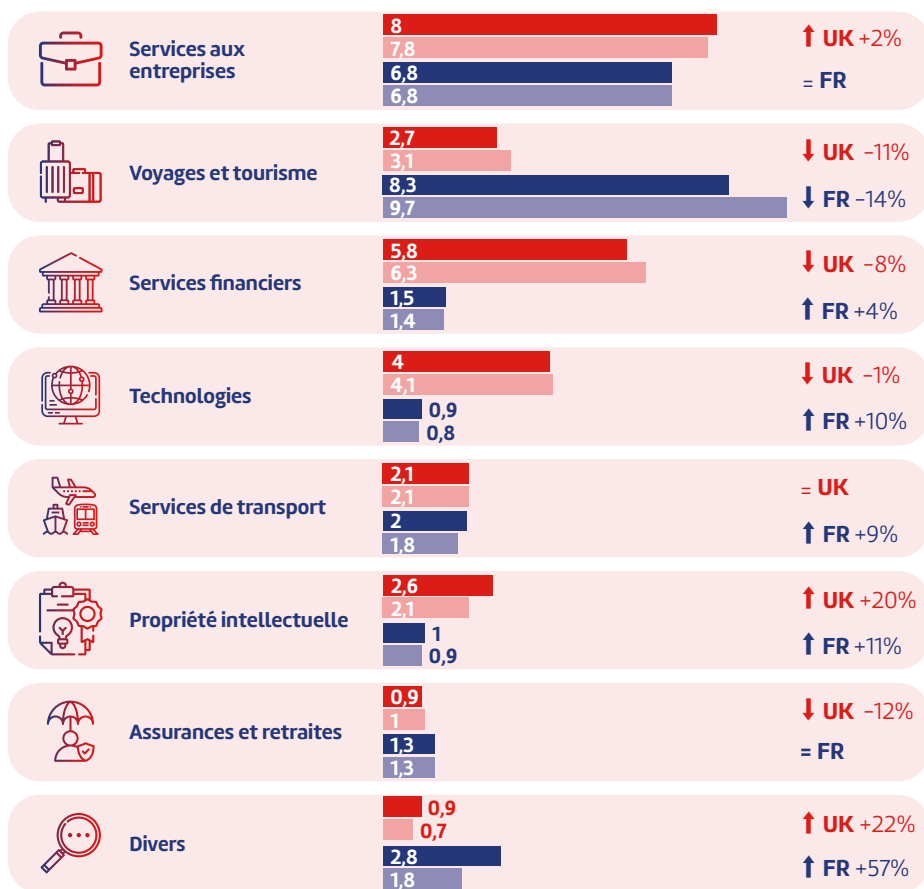
■ Exportations de la France vers le Royaume-Uni (en milliards d'euros)

* Les « recettes » ou exportations de voyages couvrent les biens et services (hors transports internationaux) que les visiteurs non-résidents achètent en France, y compris lors de voyages d'une journée (frontaliers, passagers en transit, etc.) et quel qu'en soit le motif (affaires, agrément, détachement et travail détaché, études internationales, soins médicaux, résidences secondaires, etc.). De même, les « paiements » de voyage ou importations couvrent les achats effectués par les résidents français à l'étranger.

Évolution des échanges de services entre 2024 et 2025

Les exportations de services de la France vers le Royaume-Uni ont globalement diminué, reflétant principalement une forte contraction des voyages et du tourisme (-14 %), qui a plus que compensé la croissance des services technologiques (+10 %), des services de transport (+9 %), de la propriété intellectuelle (+11 %) et la forte augmentation des services divers (+57 %). Les exportations de services aux entreprises sont restées stables, tandis que celles des retraites et des assurances n'ont pas connu de variation significative.

Les importations de services du Royaume-Uni vers la France ont présenté un tableau contrasté. Les services aux entreprises ont augmenté de 2 %, la propriété intellectuelle a fortement progressé (+20 %) et les services divers ont connu une forte croissance (+22 %). Ces hausses ont été partiellement compensées par des baisses dans les voyages et le tourisme (-11 %), les services financiers (-8 %), la technologie (-1 %) et les pensions et assurances (-12 %), tandis que les services de transport sont restés globalement stables.



Importations du Royaume-Uni vers la France (en milliards d'euros) ■ 2025 ■ 2024
 Exportations de la France vers le Royaume-Uni (en milliards d'euros) ■ 2025 ■ 2024

Les données ont été supprimées pour certaines classifications d'exportations de services (de la France vers le Royaume-Uni) et incluses dans la catégorie Divers.

Secteurs excédentaires pour la France



Machines et matériel de transport

€ 26,5 Mrds - 6,5%

Importations : € 11,9 Mrds ↓ -4%

Exportations : € 14,6 Mrds ↓ -9%

Excédent : € 2,7 Mrds ↓ -26%

Avec 26,5 milliards d'euros en 2025, le secteur des machines et des équipements de transport reste le premier secteur du commerce de marchandises, malgré un recul de 6,5 % par rapport aux 28,4 milliards d'euros enregistrés en 2024. Les importations ont légèrement baissé, passant de 12,3 milliards d'euros à 11,9 milliards d'euros (-3,5 %), tandis que les exportations ont chuté de 16 milliards d'euros à 14,6 milliards d'euros (-8,8 %), entraînant une forte réduction de la balance commerciale, qui est passée de 3,7 milliards d'euros à 2,7 milliards d'euros (-26 %).



Voyages et tourisme*

€ 11 Mrds - 13%

Importations : € 2,7 Mrds ↓ -11%

Exportations : € 8,3 Mrds ↓ -14%

Excédent : € 5,6 Mrds ↓ -16%

Avec un total de 11,1 milliards d'euros en 2025, contre 12,8 milliards d'euros en 2024 (-13,4 %), le secteur des voyages et du tourisme affiche la plus forte baisse d'une année sur l'autre parmi tous les secteurs. Les importations ont diminué, passant de 3,1 milliards d'euros à 2,7 milliards d'euros (-10,6 %), tandis que les exportations ont chuté plus fortement, passant de 9,7 milliards d'euros à 8,3 milliards d'euros (-14,4 %), ce qui a réduit la balance commerciale globale de 6,7 milliards d'euros à 5,6 milliards d'euros (-16 %).



Produits chimiques et pharmaceutiques

€ 12,6 Mrds + 17%

Importations : € 5,1 Mrds ↑ +21%

Exportations : € 7,6 Mrds ↑ +14%

Excédent : € 2,5 Mrds ↑ +2%

Le secteur des produits chimiques est passé de 10,8 milliards d'euros en 2024 à 12,6 milliards d'euros en 2025 (+16,8 %), ce qui en fait le deuxième secteur affichant la plus forte croissance en glissement annuel parmi les sept principaux secteurs excédentaires. Les importations ont fortement augmenté, passant de 4,2 milliards d'euros à 5,1 milliards d'euros (+21,2 %), tandis que les exportations sont passées de 6,6 milliards d'euros à 7,5 milliards d'euros (+13,9 %). La balance commerciale s'est légèrement améliorée, passant de 2,45 milliards d'euros à 2,49 milliards d'euros (+2 %).



Aliments et animaux vivants

€ 8 Mrds =

Importations : € 2,8 Mrds ↓ -0,2%

Exportations : € 5,2 Mrds ↑ +0,2%

Excédent : € 2,4 Mrds ↑ +0,6%

Le commerce total dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage est resté stable, à environ 8,1 milliards d'euros, avec une variation nulle entre 2024 et 2025. Les importations sont restées globalement stables à 2,83 milliards d'euros (-0,2 %), tandis que les exportations ont légèrement augmenté, passant de 5,23 milliards d'euros à 5,24 milliards d'euros (+0,2 %). La balance commerciale s'est légèrement améliorée, passant de 2,4 milliards d'euros à 2,41 milliards d'euros (+1 %).



Fabrication de matériaux

€ 6,2 Mrds -4%

Importations : € 2,1 Mrds ↓ -5%

Exportations : € 4,2 Mrds ↓ -3%

Excédent : € 2,1 Mrds ↓ -2%

La production de biens a reculé, passant de 6,47 milliards d'euros en 2024 à 6,22 milliards d'euros en 2025 (-3,8 %). Les importations ont diminué, passant de 2,18 milliards d'euros à 2,08 milliards d'euros (-4,8 %), tandis que les exportations ont baissé, passant de 4,29 milliards d'euros à 4,14 milliards d'euros (-3,3 %). La balance commerciale s'est légèrement réduite, passant de 2,1 milliards d'euros à 2,07 milliards d'euros (-2 %).

↑ Changements par rapport à 2024

- Importations du Royaume-Uni vers la France (en milliards d'euros)
- Exportations de la France vers le Royaume-Uni (en milliards d'euros)

* Les « recettes » ou exportations de voyages couvrent les biens et services (hors transports internationaux) que les visiteurs non-résidents achètent en France, y compris lors de voyages d'une journée (frontaliers, passagers en transit, etc.) et quel qu'en soit le motif (affaires, agrément, détachement et travail détaché, études internationales, soins médicaux, résidences secondaires, etc.) De même, les « paiements » de voyage ou importations couvrent les achats effectués par les résidents français à l'étranger.

Secteurs excédentaires pour le Royaume-Uni



Services aux entreprises

€ 14,8 Mrds + 1%

Importations : € 8 Mrds ↑ + 2%

Exportations : € 6,8 Mrds =

Excédent : € 1,2 Mrds ↑ + 19%

Avec 14,73 milliards d'euros en 2025, les services aux entreprises constituent la plus grande catégorie de services dans l'ensemble, en légère hausse par rapport aux 14,54 milliards d'euros de 2024 (+1,3 %). Les importations sont passées de 7,79 milliards d'euros à 7,98 milliards d'euros (+2,5 %), tandis que les exportations sont restées stables à 6,75 milliards d'euros (0 %). L'excédent du Royaume-Uni est passé de 1,04 milliard d'euros à 1,23 milliard d'euros (+18,7 %).



Services financiers

€ 7,7 Mrds + 5%

Importations : € 5,8 Mrds ↓ - 8%

Exportations : € 1,5 Mrds ↑ + 4%

Excédent : € 4,3 Mrds ↓ - 12%

Avec un total de 7,28 milliards d'euros en 2025, en légère baisse par rapport aux 7,74 milliards d'euros enregistrés en 2024 (-6 %), les services financiers restent le secteur de services le plus excédentaire du Royaume-Uni. Les importations ont diminué, passant de 6,32 milliards d'euros à 5,8 milliards d'euros (-8,2 %), tandis que les exportations ont légèrement augmenté, passant de 1,42 milliard d'euros à 1,48 milliard d'euros (+3,9 %). L'excédent britannique s'est légèrement réduit, passant de 4,89 milliards d'euros à 4,32 milliards d'euros (-11,6 %), mais est resté substantiel.



Technologies

€ 4,9 Mrds + 1%

Importations : € 4 Mrds ↑ + 20%

Exportations : € 0,9 Mrds ↑ + 11%

Excédent : € 3,1 Mrds ↑ + 26%

Le commerce total des services technologiques a atteint 4,92 milliards d'euros en 2025, contre 4,88 milliards d'euros en 2024 (+0,8 %). Les importations ont légèrement diminué, passant de 4,07 milliards d'euros à 4,02 milliards d'euros (-1,1 %), tandis que les exportations ont augmenté, passant de 0,82 milliard d'euros à 0,9 milliard d'euros (+10,3 %). Malgré cette croissance des exportations, l'excédent du Royaume-Uni est resté globalement stable à 3,12 milliards d'euros, contre 3,25 milliards d'euros en 2024 (-3,9 %).



Propriété Intellectuelle

€ 3 Mrds + 15%

Importations : € 2,6 Mrds ↓ - 1%

Exportations : € 1 Mrds ↑ + 10%

Excédent : € 1,6 Mrds ↓ - 4%

Les services liés à la propriété intellectuelle sont passés de 3,02 milliards d'euros en 2024 à 3,54 milliards d'euros en 2025 (+17,2 %), affichant le taux de croissance le plus élevé parmi les secteurs de services en excédent au Royaume-Uni. Les importations sont passées de 2,15 milliards d'euros à 2,58 milliards d'euros (+19,8 %), tandis que les exportations ont augmenté de 0,87 milliard d'euros à 0,97 milliard d'euros (+10,7 %). L'excédent britannique s'est considérablement creusé, passant de 1,28 milliard d'euros à 1,61 milliard d'euros (+26 %).

↑ Changements par rapport à 2024

- Importations du Royaume-Uni vers la France (en milliards d'euros)
- Exportations de la France vers le Royaume-Uni (en milliards d'euros)

Analyse et perspectives



Chantana SAM
Economist, HSBC Continental Europe

2025: le commerce Franco-Britannique tient bon malgré les vents contraires

Le commerce mondial a fait preuve d'une résilience surprenante en 2025, malgré les turbulences engendrées par la politique tarifaire américaine. La somme des importations et exportations mondiales a progressé de 7,3 % en valeur, après une hausse de 4,0 % en 2024. Cette augmentation doit toutefois être replacée dans son contexte, compte tenu de la forte volatilité des flux commerciaux au cours de l'année. L'évolution rapide des mesures tarifaires a provoqué un important phénomène d'anticipation des importations américaines (« frontloading »), suivi d'un effet de correction, ainsi que de certains changements durables dans les flux commerciaux.

Une autre caractéristique importante a été la reconfiguration des échanges de la Chine : la forte baisse des exportations vers les États-Unis a été plus que compensée par une augmentation des exportations vers le reste du monde. Enfin, le boom des investissements liés à l'intelligence artificielle a contribué à la résilience du commerce mondial, notamment en Asie grâce à la forte demande de semi-conducteurs.

Cette résilience commerciale observée en 2025 s'applique également à la France. La somme des importations et exportations françaises a augmenté de 5,5 % en valeur, après un léger recul en 2024 (-0,4 %). Les exportations françaises ont été particulièrement soutenues par une forte progression des livraisons d'avions (+18,3 %) et de navires (+8,7 %), reflétant une montée en cadence de la production grâce à l'atténuation des goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement. Les exportations de produits pharmaceutiques (+8,7 %) ont également été très dynamiques, portées par la forte demande de médicaments contre l'obésité.

Dans le même temps, les importations ont également fortement progressé pour les avions (+24,6 %) et les produits pharmaceutiques (+14,4 %), ce qui reflète le haut niveau d'intégration des chaînes de valeur dans ces deux secteurs.

Au final, le déficit commercial français de biens a été ramené à 69,2 milliards d'euros en 2025, soit 10 milliards d'euros de moins qu'en 2024, même si une grande partie de cette amélioration résulte de la baisse des importations énergétiques liée au recul des prix de l'énergie.



Le commerce bilatéral franco-britannique reste proche de ses niveaux records

Les échanges franco-britanniques de biens et services ont atteint 121 milliards d'euros en 2025, légèrement en dessous des niveaux records enregistrés au cours des deux années précédentes (123 milliards d'euros chacune). Ce léger recul reflète une baisse modérée des exportations françaises vers le Royaume-Uni, tant pour les biens (-3,5 %) que pour les services (-3,6 %).



Dans le détail, les exportations françaises d'**avions** vers le Royaume-Uni ont fortement chuté en 2025 (-42,7 %), contrastant avec le dynamisme des livraisons vers le reste du monde. À l'inverse, les importations françaises d'avions en provenance du Royaume-Uni ont augmenté de 5,5 %. Cette évolution pourrait refléter les rôles spécifiques des deux pays dans la chaîne de valeur aéronautique : le Royaume-Uni est davantage spécialisé dans la fabrication de composants spécifiques tels que les ailes, tandis que la France joue un rôle plus important dans l'assemblage final.



Les exportations françaises d'**automobiles** vers le Royaume-Uni ont également diminué (-16,0 %), mais les importations en provenance du Royaume-Uni ont reculé encore plus fortement (-28,7 %). Ces tendances pourraient refléter le déclin structurel de la production de véhicules thermiques et les défis liés à la transition vers les véhicules électriques.



Par ailleurs, la forte baisse des exportations françaises de **boissons** vers le Royaume-Uni (-41,3 %) a constitué un autre fait marquant. À l'échelle mondiale, les exportations françaises de vins et spiritueux sont sous pression en raison des politiques protectionnistes menées aux États-Unis et en Chine, ce qui pourrait avoir conduit les producteurs à réduire leurs prix afin de gagner des parts de marché dans d'autres pays.



À l'inverse, les échanges bilatéraux de **produits pharmaceutiques** ont été très dynamiques dans les deux sens, sous l'effet de la forte demande de médicaments contre l'obésité. Dans cette catégorie, les exportations françaises vers le Royaume-Uni ont bondi de 71,3 %, tandis que les importations en provenance du Royaume-Uni ont progressé de 63,9 %.



Les échanges bilatéraux de **combustibles** se sont également renforcés : les exportations françaises vers le Royaume-Uni ont augmenté de 50,9 %, tandis que les importations françaises en provenance du Royaume-Uni ont progressé de 23,7 %. Ces dernières ont été principalement tirées par le pétrole brut, alors que les exportations françaises ont davantage été soutenues par l'électricité.



Concernant les **services**, la baisse des exportations françaises vers le Royaume-Uni s'explique principalement par le recul des recettes liées aux voyages et au tourisme (-14 %), probablement en raison d'un effet de correction après les Jeux olympiques de Paris en 2024.



Perspectives et attentes pour 2026



La résilience du commerce mondial devrait être mise à l'épreuve en 2026. Le conflit au Moyen-Orient et la flambée des prix du pétrole, du gaz naturel ainsi que de diverses matières premières (engrais, aluminium, soufre, hélium, etc.) ont considérablement accru l'incertitude quant aux perspectives pour le reste de l'année.

Par ailleurs, l'évolution des droits de douane américains demeure un risque important à surveiller, notamment après la décision de la Cour suprême des États-Unis d'invalider les droits de douane instaurés au titre de l'IEEPA (International Emergency Economic Powers Act) par l'administration Trump, alors que les prochaines étapes restent incertaines. Des doutes subsistent quant à la mise en œuvre de différents accords commerciaux négociés par les États-Unis, de sorte qu'un retour des tensions commerciales ne peut être exclu.

Dans un tel environnement, le commerce français pourrait être exposé sur plusieurs fronts. Premièrement, la forte hausse des prix du pétrole pourrait peser sur la demande de voyages internationaux et affecter négativement les exportations françaises de services. Deuxièmement, les exportations du secteur aéronautique, l'un des principaux moteurs de l'économie française en 2025, pourraient souffrir du retour de contraintes d'approvisionnement et de nouvelles incertitudes concernant la demande mondiale de transport aérien.

Le commerce franco-britannique serait particulièrement touché par un ralentissement du secteur aéronautique, compte tenu du niveau élevé d'intégration des chaînes d'approvisionnement. En revanche, les échanges touristiques entre les deux pays pourraient faire preuve d'une plus grande résilience grâce à leur proximité géographique.

Plus fondamentalement, l'actuelle volonté d'accroître les dépenses de défense en Europe pourrait constituer un facteur de résilience pour les échanges franco-britanniques. En effet, la France et le Royaume-Uni disposent tous deux d'une expertise reconnue dans ce domaine, et le commerce bilatéral pourrait bénéficier d'un renforcement de la coopération en matière de défense entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Le dernier baromètre d'attractivité d'EY indique que, même si les investissements étrangers en Europe ont globalement reculé en 2025, la défense fait partie des rares secteurs à avoir résisté à cette tendance, aux côtés de l'intelligence artificielle et des énergies bas carbone. La France et le Royaume-Uni occupent une nouvelle fois les deux premières places du classement, même si les deux pays ont enregistré une baisse du nombre d'investissements étrangers en 2025 (respectivement -17 % et -14 %).

À ce stade, les dernières données ne signalent pas d'affaiblissement significatif du commerce franco-britannique en 2026. Au contraire, l'année a débuté sur une note positive : les exportations françaises vers le Royaume-Uni ont augmenté de 8 % en glissement trimestriel au premier trimestre, tandis que les importations en provenance du Royaume-Uni ont progressé de 12 %. Il est toutefois trop tôt pour tirer des conclusions définitives, le conflit actuel au Moyen-Orient n'ayant débuté que fin février.





George Lagarias
*Chief Economist, Director, Forvis Mazars Economics Hub
Forvis Mazars Financial Planning UK*

2025–2026: Une conjoncture plus complexe, mais une résilience confirmée

À l'aube de 2025, l'économie mondiale était déjà sous pression. L'ordre géoéconomique mondial qui prévalait jusque-là montrait des signes de fragilité, alors que l'augmentation de l'endettement et la dégradation des tendances démographiques imposaient de nouvelles contraintes aux sociétés, lesquelles cherchaient dès lors des solutions moins systémiques.

Les années 2025 et 2026 ont illustré les conséquences d'un monde dans lequel les pays, y compris les alliés traditionnels, se livrent une concurrence accrue pour soutenir leur croissance. En 2025, la première économie mondiale a déclenché une guerre commerciale d'ampleur inédite. En 2026, le conflit entre les États-Unis et l'Iran a culminé avec une fermeture sans précédent de plusieurs mois du détroit d'Ormuz, paralysant une partie du commerce mondial.

Pourtant, malgré ces circonstances extrêmement difficiles, l'industrie manufacturière est restée résiliente et les conditions du commerce mondial ne se sont pas sensiblement détériorées. Le volume moyen mensuel des échanges internationaux sur les douze mois précédant mars 2026 a progressé de 4,4 %, soit au-dessus de la moyenne de long terme de 3 %. Notre propre modèle mondial du commerce de Forvis Mazars suggère même une accélération des échanges depuis octobre 2025.

Certes, ces chiffres ne reflètent pas encore pleinement les perturbations liées au détroit d'Ormuz, mais la tendance générale demeure positive.

Les données mondiales de l'industrie manufacturière ont également fait preuve de résilience. Les indices PMI indiquent une expansion régulière – bien que non accélérée – depuis août 2025. Deux principaux facteurs ont soutenu cette dynamique :

- les stocks constitués en anticipation de la guerre commerciale ;
- les investissements massifs dans les technologies, en particulier dans l'intelligence artificielle.

Ces deux tendances ont principalement bénéficié aux États-Unis et à la Chine. Aux États-Unis notamment, l'industrie nationale s'est renforcée, les entreprises cherchant à réduire leur dépendance aux fournisseurs étrangers afin d'éviter les droits de douane.

Commerce du Royaume-Uni vers la France

Les échanges du Royaume-Uni vers la France ont mieux résisté que ne le suggèrent les chiffres globaux du commerce de biens. Les importations françaises en provenance du Royaume-Uni ont augmenté d'environ 1 %, atteignant près de 55 milliards d'euros, alors même que les échanges totaux de marchandises reculaient de 1,1 %. Derrière cette apparente résilience, les trois secteurs clés présentent toutefois des trajectoires très contrastées.

Métaux et matériaux



Les fabricants de métaux et de matériaux (acier, fer et produits associés) ont connu un ralentissement. Les importations françaises en provenance du Royaume-Uni ont reculé de 4,8 %, passant de 2,18 milliards à 2,08 milliards d'euros, suivant globalement la baisse de 3,8 % observée pour l'ensemble du secteur, à 6,2 milliards d'euros. Ces chiffres sont cohérents avec le ralentissement de la demande industrielle européenne et la faiblesse persistante du secteur de la construction.

Automobile



L'automobile a constitué de loin le maillon faible. Au sein de la catégorie « machines et matériels de transport », qui demeure la plus importante avec 26,5 milliards d'euros d'échanges, les importations françaises de voitures britanniques ont chuté de 28,7 %, soit davantage encore que la baisse de 16 % des exportations françaises de voitures vers le Royaume-Uni.

Cette contraction reflète le déclin structurel de la production de véhicules thermiques et la transition vers les véhicules électriques.

L'aéronautique a suivi la trajectoire inverse : les importations françaises d'aéronefs britanniques ont progressé de 5,5 %, rappelant que la chaîne d'approvisionnement aérospatiale transmanche – ailes produites au Royaume-Uni et assemblées en France – demeure fortement intégrée.

Produits pharmaceutiques



À l'inverse, le secteur pharmaceutique a nettement surperformé. Les importations françaises de produits pharmaceutiques britanniques ont bondi de 63,9 %, contribuant à une hausse de 21 % de l'ensemble de la catégorie chimie, portée à 5,1 milliards d'euros.

Cette envolée s'explique largement par la demande croissante de médicaments destinés à la perte de poids, notamment les traitements de type GLP-1.

Une dépendance croissante au secteur pharmaceutique

Dans l'ensemble, le commerce du Royaume-Uni vers la France se caractérise par la vigueur exceptionnelle du secteur pharmaceutique, qui compense les faiblesses cycliques et structurelles des secteurs métallurgique et automobile. Cette évolution modifie progressivement la structure des échanges et rend la relation commerciale plus vulnérable, en la rendant de plus en plus dépendante d'un seul secteur porté par la demande.



Perspectives 2026 et au-delà : des défis mais aussi des opportunités

Le Royaume-Uni demeure sensible à une éventuelle dégradation des conditions du commerce mondial. La résilience de l'économie, de l'industrie manufacturière et du commerce international a certes été remarquable. Un an après le début de la guerre commerciale américaine, plusieurs semaines après les perturbations liées au détroit d'Ormuz et dans un contexte de pressions inflationnistes persistantes, les habitudes de consommation mondiales n'ont pas été profondément modifiées.

La question centrale est désormais de savoir si cette situation est durable. Notre cadre d'analyse « 3D » de Forvis Mazars (Dette – Perturbation – Déréglementation) suggère que les pressions actuelles sont de nature structurelle plutôt que cyclique.

C'est plutôt une bonne nouvelle : cela signifie que les entreprises prennent conscience de la complexité croissante de l'environnement mondial et renforcent leur résilience.

Le principal sujet de préoccupation demeure néanmoins la faiblesse du contexte international.

Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont déjà subi des perturbations comparables à celles observées lors de la crise financière mondiale de 2008 et au début des confinements liés à la pandémie. Cela devrait au minimum avoir un impact temporaire sur les échanges. Dans la mesure où le commerce mondial a été soutenu par la constitution de stocks avant l'entrée en vigueur des droits de douane ainsi que par les investissements liés à l'intelligence artificielle, certains pourraient considérer que cette résilience est provisoire. Notre analyse est plus nuancée.

Un retour progressif à la normale dans le détroit d'Ormuz ?

Notre scénario central prévoit que les conséquences de la crise d'Ormuz se prolongeront pendant une grande partie de 2026, mais que la situation sera résolue avant de peser sur l'année 2027.

Une baisse des droits de douane américains ?

La guerre commerciale pourrait encore affecter les échanges, mais nous observons également des obstacles croissants à la mise en œuvre de la stratégie commerciale du président américain. La Cour suprême des États-Unis a invalidé les droits de douane fondés sur l'IEEPA (International Emergency Economic Powers Act). La réaction immédiate de l'administration – les droits d'urgence instaurés au titre de la section 122 – a également été remise en cause, en principe, par le tribunal américain du commerce international.

Si ces droits de douane de la section 122 étaient abandonnés après juillet, le taux moyen des droits de douane américains passerait d'un pic proche de 20 % à environ 8 %.



Ce niveau resterait certes trois à quatre fois supérieur à la moyenne historique, mais demeurerait compatible avec les modèles économiques de nombreuses entreprises internationales.

Par ailleurs, une inflation plus élevée constitue un frein politique à une nouvelle hausse des droits de douane.

Si de nouvelles mesures devaient néanmoins être adoptées, elles seraient probablement ciblées sur certains produits spécifiques. Cela pourrait affecter certaines filières particulières sans modifier fondamentalement les flux commerciaux globaux, ce qui constituerait une bonne nouvelle pour l'économie américaine.

Quant aux investissements qui soutiennent actuellement l'industrie manufacturière mondiale, nous estimons qu'ils relèvent d'une tendance structurelle et non conjoncturelle.

Cette dynamique d'investissement devrait se prolonger pendant plusieurs années et continuer à soutenir durablement l'industrie et le commerce mondial.

Prévisions pour le Royaume-Uni

Dans ce contexte, les prévisions consensuelles ainsi que nos propres estimations tablent sur :

- une croissance du PIB britannique de **+0,8 % en 2026** ;
- une inflation moyenne annuelle d'environ **3,3 %** ;
- une croissance limitée de la production manufacturière, autour de **0,4 %** ;
- un taux de chômage compris entre **5 % et 5,3 %**.

Les estimations suggèrent une probabilité d'environ un **tiers de récession en 2026**, ce qui signifie également une probabilité de deux tiers que le Royaume-Uni l'évite. La banque centrale devrait attendre une clarification de la situation géopolitique autour du détroit d'Ormuz avant de prendre de nouvelles décisions majeures en matière de taux d'intérêt.

Opportunités et risques

L'intelligence artificielle demeure le principal facteur d'incertitude. Elle pourrait améliorer la croissance et la productivité, mais également accroître le chômage et les tensions sociales, créant ainsi de nouveaux défis pour les décideurs publics.

Le contexte reste incontestablement complexe. Néanmoins, nous sommes encouragés par l'amélioration des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, qui pourrait réduire les frictions commerciales et soutenir la croissance ainsi que la productivité.

Nos principaux risques concernent :

- une aggravation de la situation au Moyen-Orient ;
- une fermeture plus durable du détroit d'Ormuz ;
- une détérioration du scénario actuellement moins défavorable concernant la guerre commerciale américaine.

Dans l'ensemble, malgré un environnement mondial difficile, les facteurs structurels de résilience restent présents, offrant au Royaume-Uni comme à ses principaux partenaires commerciaux des opportunités importantes à moyen terme.



Investissements directs étrangers en 2025

La France et le Royaume-Uni demeurent les principales destinations Européennes.

Les investissements directs étrangers (IDE) reflètent la capacité d'une économie à attirer des entreprises internationales souhaitant implanter ou développer des activités de long terme, telles que des usines, des bureaux, des centres de recherche ou des plateformes de services. À ce titre, ils constituent un indicateur clair et largement utilisé de l'attractivité globale et du positionnement économique d'un pays dans un contexte mondial.

L'année 2025 intervient après une période particulièrement difficile pour l'investissement international. Les IDE mondiaux ont fortement reculé en 2024, affectés par les tensions géopolitiques, la hausse des taux d'intérêt et l'incertitude croissante pesant sur les entreprises internationales. L'Europe a été l'une des régions les plus touchées, connaissant un ralentissement marqué des flux d'investissement ainsi qu'une concurrence accrue entre les pays pour attirer des projets stratégiques.

Dans ce contexte, la France et le Royaume-Uni sont restés les deux principales destinations des investissements étrangers en Europe. En 2025, la France s'est classée au premier rang européen en nombre de projets, attirant un volume important d'investissements malgré un recul notable par rapport à l'année précédente. Fait important, les créations d'emplois associées à ces projets se sont montrées relativement résilientes, confirmant l'attrait durable de la France pour les investissements productifs et opérationnels.

Le Royaume-Uni s'est classé deuxième en Europe en nombre de projets, mais s'est distingué comme le premier pays européen en matière de création d'emplois liée aux IDE. Bien que le nombre de projets y ait été plus limité, les investissements réalisés au Royaume-Uni étaient en moyenne de plus grande ampleur, générant ainsi un impact plus important sur l'emploi. Cette performance reflète la solidité persistante du pays dans les activités à forte valeur ajoutée ainsi que sa capacité à attirer des opérations internationales de grande envergure.

Les données mettent en évidence une complémentarité claire entre les deux économies. La France attire une grande diversité de projets dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de la logistique, de l'énergie et des technologies, grâce à une base industrielle solide et à un écosystème régional diversifié. À l'inverse, le Royaume-Uni capte une part plus importante des fonctions de sièges sociaux, des services financiers et des services aux entreprises à forte valeur ajoutée, avec des projets moins nombreux mais générant davantage d'emplois.

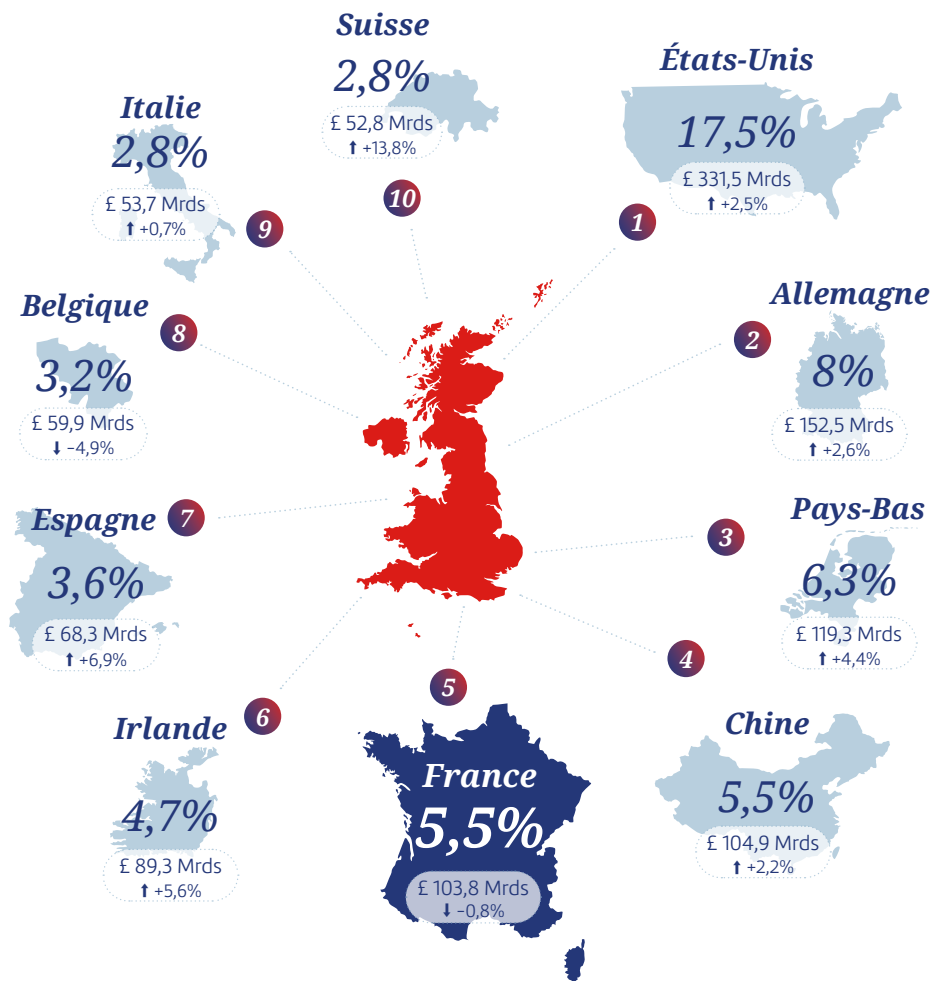
À l'avenir, les conditions d'investissement devraient rester exigeantes à court terme. Néanmoins, le climat des affaires témoigne d'un intérêt soutenu pour les deux pays, en particulier dans les secteurs tournés vers l'avenir tels que les technologies, les services numériques et la transition énergétique.

Cette résilience confirme l'importance structurelle de la relation d'investissement franco-britannique, même dans un environnement mondial devenu plus incertain.



La France, un partenaire commercial mondial de premier plan

Classement des partenaires commerciaux du Royaume-Uni en 2025



N°5

La France est le 5^e plus grand partenaire commercial du Royaume-Uni et représente 5,9 % du commerce total du Royaume-Uni.

↑ Changements par rapport à 2024

Zoom sur **L'Écosse**

L'Écosse à la rencontre de la France dans le domaine du NewSpace

Saviez-vous que l'Écosse est le premier fabricant de mini satellites en Europe et qu'elle s'apprête à réaliser son premier lancement NewSpace ?

L'Écosse est un acteur de premier plan dans le domaine du NewSpace. Le NewSpace désigne un secteur spatial moderne, essentiellement porté par des acteurs privés, proposant des technologies innovantes ainsi que des nouveaux modèles économiques qui rendent les activités spatiales plus accessibles et plus orientées vers le marché. Le NewSpace marque un tournant majeur par rapport aux programmes spatiaux traditionnels, qui s'étendent sur des décennies et nécessitent d'importants financements publics. Le NewSpace exige quant à lui une capacité d'innovation rapide, une certaine agilité, et le soutien d'investisseurs privés.

Ce qui différencie l'Écosse de la France, c'est que l'Écosse n'a pas d'histoire de programmes spatiaux traditionnels. Il est donc plus facile pour l'Écosse de démarrer d'une page blanche, car les produits et services sont développés en tenant compte de ce nouveau modèle du NewSpace.

Ce qui rend l'Écosse intéressante, c'est que, grâce à sa situation géographique, elle est également bien placée pour effectuer des lancements depuis son territoire. Si la France dispose d'un site de lancement de renommée mondiale, celui-ci ne se trouve pas sur le territoire métropolitain français, mais à 7000 km de là, en Guyane française. Le premier lancement depuis l'Écosse devrait avoir lieu très prochainement depuis le port spatial de SaxaVord, situé dans les îles Shetland. Deux autres sites de lancement spatiaux sont en projet, à différents stades de développement.

On estime à plus de 180 le nombre d'entreprises écossaises travaillant sur des projets spatiaux dans les domaines de la fabrication, du lancement et des données. Plusieurs entreprises fournissent des solutions matérielles et logicielles pour la chaîne d'approvisionnement, tandis que d'autres proposent des services. En aval (applications spatiales), on compte plus de 35 entreprises dans les domaines de l'observation de la terre, de la navigation, du positionnement et de la synchronisation, ainsi que des communications par satellite.

Bon nombre de ces entreprises sont issues d'universités écossaises. Avec 19 établissements d'enseignement supérieur, l'Écosse possède en effet la plus forte concentration d'universités en Europe. En complément, un nombre d'organisations telles que Space Scotland, qui regroupe les acteurs de l'industrie, le réseau dense de centres d'innovation en Écosse, ainsi que le gouvernement écossais, contribuent pleinement au développement du secteur en Écosse.



L'Écosse est donc non seulement à la pointe dans le domaine de la conception et de l'assemblage de mini satellites mais dispose également d'une offre spatiale complète, du lancement de satellites à la collecte et l'analyse des données résultantes de l'observation spatiale, pouvant être mobilisées au profit de secteurs clés tels que l'agriculture de précision, le transport maritime, la défense, et l'environnement.

La France est une puissance spatiale de longue date et l'un des principaux contributeurs de l'ESA. La transition de l'espace traditionnel vers le NewSpace s'est toutefois avérée difficile pour la France, il s'agit d'un modèle totalement différent qui nécessite un changement d'approche important. La France prend rapidement conscience que pour accélérer sa croissance dans le NewSpace, elle doit bâtir des partenariats. Les récents événements géopolitiques constituent un autre facteur d'accélération du NewSpace, les opportunités de collaborations se multiplient, en particulier dans le domaine de la sécurité et de la défense, car il est évident que la sécurité européenne passera par l'émergence d'un écosystème d'entreprises innovantes dans ce secteur. Ce contexte offre également à l'Écosse l'occasion de s'associer à des organismes français dans le cadre de programmes mondiaux tels que le programme « Space for Climate Observatory » (SCO) de l'Agence spatiale française, permettant à des entreprises d'établir des collaborations internationales pour adresser les problèmes climatiques mondiaux, grâce à l'observation de la terre.

Alors que le terme « souveraineté » désignait autrefois la France lorsqu'il était employé par les Français, il est désormais de plus en plus utilisé pour désigner « l'Europe », ce qui constitue un message positif pour les entreprises de cette région. L'Écosse et la France partagent de nombreux défis communs : la formation de nouveaux talents, la sensibilisation du grand public à l'importance de l'espace, ou encore la gestion des risques liée au NewSpace. Il est à noter que l'une des 12 propositions clés citées par l'Alliance du New Space* est de « Mettre en place davantage de partenariats intergouvernementaux internationaux se traduisant en opportunités commerciales accessibles ».

La France est connue pour son secteur spatial mature. Le New Space y est en revanche un secteur en plein développement. Il y a donc une complémentarité évidente entre les capacités existantes de l'Écosse et la nécessité pour la France d'accélérer le développement de son secteur NewSpace.

*Alliance représentant les acteurs français du New Space.

Contactez-nous

Pour plus d'informations sur les opportunités d'affaires en Écosse, merci de contacter Sonda d'Alton, Senior Trade Specialist, Scottish Development International France : sonda.dalton@scotent.co.uk

Consultez notre site internet : www.sdi.co.uk



Zoom sur l'Irlande du Nord

Aperçu du secteur des sciences de la vie et de la santé

La France et l'Irlande du Nord entretiennent des relations économiques solides et en pleine croissance.

En 2025, 55 entreprises françaises étaient implantées en Irlande du Nord, employant plus de 5 500 personnes au sein de sociétés telles que Thales, AXA, Sodexo et BNP Paribas.

L'Irlande du Nord offre un cadre attractif aux entreprises françaises souhaitant se développer à l'international. Ses principaux atouts sont une main-d'œuvre hautement qualifiée, des coûts d'exploitation compétitifs et une recherche et un enseignement de niveau international.

L'Irlande du Nord bénéficie d'un accès unique aux marchés britannique et européen, facilitant la circulation des marchandises. Elle constitue ainsi une base attractive pour les entreprises développant, fabriquant et exportant des produits.

Le secteur des sciences de la vie et de la santé est particulièrement bien placé pour tirer parti de cette situation. Parallèlement, les entreprises nord-irlandaises sont bien positionnées pour soutenir le marché français avec des solutions innovantes et prêtes à l'exportation. Ce secteur exporte actuellement vers plus de 140 pays et recherche activement de nouveaux partenariats en France.

Un secteur collaboratif et reconnu mondialement

Le secteur des sciences de la vie et de la santé en Irlande du Nord est innovant, collaboratif et jouit d'une reconnaissance internationale. Ce secteur englobe le développement de médicaments, la santé numérique et l'IA, le diagnostic, la génomique, les technologies médicales et la fabrication de pointe.

Il regroupe 250 entreprises employant environ 18 000 personnes. L'Université Queen's de Belfast et l'Université d'Ulster figurent parmi les dix meilleures universités britanniques en recherche en biosciences et ont généré un nombre important d'entreprises dérivées à succès.

Les investissements continuent de renforcer le secteur. Le *Future Medicines Institute*, doté d'un budget de 55 millions de livres sterling, fait progresser la médecine de précision grâce à une collaboration avec les deux universités. Le partenariat entre l'industrie et le monde universitaire est également favorisé par la *Health Innovation Research Alliance Northern Ireland (HIRANI)*, l'organisation régionale regroupant les acteurs de la santé et

des sciences de la vie, qui met en relation l'industrie, le monde universitaire, le secteur de la santé et les pouvoirs publics afin de stimuler l'innovation et la collaboration. La région bénéficie également d'un programme d'investissement gouvernemental de 1,3 million de livres sterling provenant des accords de croissance et de développement des villes du Royaume-Uni, dont plus de 300 millions sont spécifiquement dédiés au secteur de la santé et des sciences de la vie¹.

¹ <https://www.gov.uk/government/news/mhra-supports-northern-ireland-life-sciences-sector-with-new-hub>



Par ailleurs, l'Agence britannique de réglementation des médicaments et des produits de santé (MHRA) a récemment annoncé la création d'un nouveau centre à Belfast, offrant aux organisations un accès à une expertise réglementaire dans les domaines de la santé, des technologies médicales et des sciences de la vie.

Innovation à portée mondiale

L'Irlande du Nord allie une science de pointe à des capacités de production avancées. Des entreprises y développent des outils de diagnostic, des dispositifs médicaux et des produits pharmaceutiques destinés aux marchés internationaux.

Des sociétés établies comme **Randox** et **Almac** témoignent de l'impact d'investissements soutenus en R&D, en compétences et en excellence de production. Parallèlement, une nouvelle génération d'entreprises propose des innovations de pointe :

Re-Vana Therapeutics développe des implants oculaires biodégradables et des gels injectables permettant une administration prolongée de médicaments, avec le potentiel de transformer la prise en charge des patients.

Cirdan conçoit et fournit des logiciels d'imagerie diagnostique et d'informatique de laboratoire déployés dans plus de 200 laboratoires cliniques et hôpitaux à travers le monde, et favorise l'innovation grâce à des investissements dans des plateformes basées sur l'IA et la photonique.

Axial3D a développé une plateforme cloud permettant aux cliniciens de visualiser les données des patients en 3D, améliorant ainsi la planification chirurgicale et les résultats.

Diaceutics propose une plateforme de médecine de précision qui permet une collaboration sécurisée en matière de diagnostic afin de garantir aux patients les traitements les plus efficaces.

Ces exemples illustrent la richesse de l'innovation et des compétences présentes en Irlande du Nord.

Partenariat avec l'Irlande du Nord

Invest Northern Ireland est l'agence de développement économique de la région. Basée à l'ambassade britannique à Paris, en collaboration avec le ministère britannique des Entreprises et du Commerce, nous aidons les entreprises françaises à s'approvisionner en produits et services en Irlande du Nord, et à établir et développer leurs activités dans la région.

Contactez-nous

Pour plus d'informations sur Invest N. Ireland, merci de contacter notre directrice régionale : Kelly-Marie Nolan, kelly-marie.nolan@investni.com

Consultez notre site internet : www.investni.com





Zoom sur le **Pays de Galles**

Alimenter l'avenir : la collaboration franco-galloise dans les énergies propres

La France et le Pays de Galles entretiennent un partenariat économique solide et en pleine croissance. Plus de 85 entreprises françaises sont implantées au Pays de Galles dans des secteurs tels que la fabrication de pointe, l'aérospatiale, les sciences de la vie et les énergies renouvelables. Parmi les grandes entreprises françaises présentes au Pays de Galles figurent Airbus, EDF Power Solutions, ENGIE, Thales, Safran et Ipsen, témoignant de la confiance accordée au Pays de Galles en tant que destination d'investissement compétitive et connectée à l'international.

Pourquoi les entreprises françaises choisissent le Pays de Galles

Les entreprises françaises continuent d'investir au Pays de Galles grâce à un environnement économique stable et favorable, à un fort soutien gouvernemental en faveur de la croissance économique et à un accompagnement adapté aux besoins des entreprises. La collaboration étroite avec les universités et les établissements d'enseignement supérieur, les programmes ciblés de développement des compétences ainsi qu'un soutien concret au recrutement permettent également aux entreprises d'attirer, de développer et de fidéliser les talents nécessaires à leur croissance.

Le Pays de Galles, acteur clé de la transition vers le net zéro

Le Pays de Galles investit massivement dans la transition vers la neutralité carbone, avec pour objectif de bâtir un avenir énergétique plus sûr en s'appuyant sur ses ressources naturelles. Avec 1200 km de côtes exposées à des vents puissants et à une forte énergie des vagues, ainsi que le deuxième plus grand marnage au monde, le Pays de Galles dispose d'abondantes ressources en énergies renouvelables.

La mer Celtique, un pôle d'innovation offshore

Le Pays de Galles joue un rôle central dans le développement de la mer Celtique (l'espace maritime reliant le Pays de Galles, la Bretagne, l'Irlande et le sud-ouest de l'Angleterre) en tant que pôle majeur des énergies renouvelables offshore. Les entreprises françaises contribuent activement à cette dynamique.

En 2025-2026, deux projets soutenus par des acteurs français ont obtenu des droits d'exploitation des fonds marins pour des développements d'éolien flottant en mer Celtique. Le projet de parc éolien flottant Gwynt Glas, d'une capacité de 1,5 GW, est porté conjointement par EDF Power Solutions et ESB. Par ailleurs, Ocean Winds, coentreprise entre ENGIE et EDPR, a obtenu les droits de développement pour un autre projet éolien flottant de 1,5 GW en mer Celtique. Ces projets illustrent l'ampleur des opportunités de coopération franco-galloise dans la transition énergétique.



Exploiter l'énergie marémotrice pour une sécurité énergétique durable

À l'image de la France, le Pays de Galles investit dans l'exploitation de l'énergie des marées et des vagues pour produire une énergie propre. Les eaux galloises ont le potentiel de générer jusqu'à 9 GW d'énergie marémotrice par barrage et au moins 1 GW d'énergie hydroélectrique.

Des projets tels que le Morlais Tidal Energy Scheme illustrent l'ambition du Pays de Galles de valoriser ses ressources marines afin de stimuler l'innovation, l'investissement et la résilience énergétique à long terme. À ce jour, cinq entreprises présentes sur la zone de démonstration ont obtenu des contrats pour différence (Contracts for Difference) pour neuf projets représentant plus de 52 MW. Morlais est le plus grand site de démonstration d'énergie marémotrice autorisé au Royaume-Uni et pourrait produire jusqu'à 240 MW d'électricité. Les premiers dispositifs devraient être opérationnels d'ici 2027.



Ambitions communes : le partenariat celtique avec la Bretagne

La Bretagne occupe une place centrale dans la relation entre le Pays de Galles et la France. Le Pays de Galles entretient depuis longtemps un partenariat étroit avec la Bretagne, fondé sur un héritage celtique commun et aujourd'hui soutenu par un programme de coopération. Des organisations galloises et bretonnes travaillent ensemble autour d'une ambition commune : associer les forces de leurs écosystèmes respectifs afin d'accélérer le développement des énergies marines en mer Celtique.

Contactez-nous

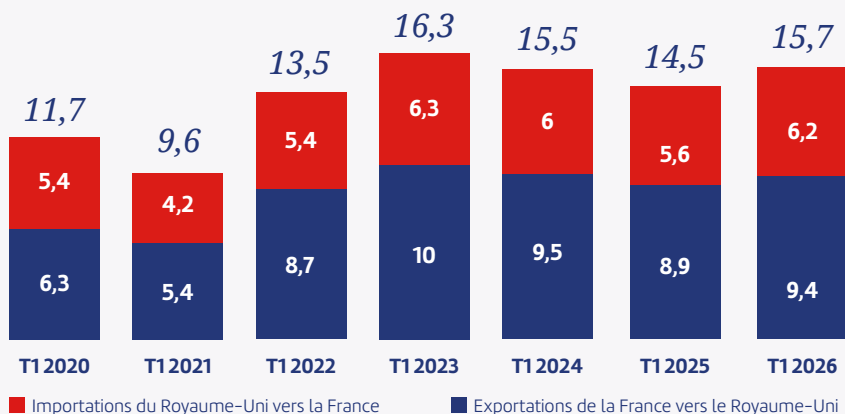
Pour plus d'informations sur les opportunités d'affaires au Pays de Galles, merci de contacter Scarlett Butler et Alannah Davies du bureau du gouvernement gallois en France : france@wales.com

Consultez notre site internet : www.tradeandinvest.wales

T1 2026 : +8,3 %

Le commerce de Biens rebondit, porté par la hausse des importations et des exportations

Commerce de Biens au premier trimestre
(en milliards de livres sterling)



Note : Les échanges de biens ont progressé au premier trimestre 2026 par rapport au premier trimestre 2025, passant de 14,5 milliards d’euros à 15,7 milliards d’euros. Cette amélioration reflète une hausse des exportations françaises vers le Royaume-Uni, qui sont passées de 8,9 milliards à 9,4 milliards d’euros, ainsi qu’une augmentation encore plus marquée des importations françaises en provenance du Royaume-Uni, passées de 5,6 milliards à 6,2 milliards d’euros.

Ces données témoignent d’une reprise généralisée du commerce bilatéral de biens au début de l’année 2026, après le ralentissement observé l’année précédente.

Contributeurs

Scarlett Butler, *Head of* **Welsh Government France**

Sonda d'Alton, *Senior International Trade Specialist, Technology Sector France & Belgium*, **Scottish Development International**

Azza Essaafi, *Senior Manager Tech, Data & AI*, **Forvis Mazars**

George Lagarias, *Chief Economist, Director*, **Forvis Mazars Economics Hub, Forvis Mazars Financial Planning UK**

Kelly-Marie Nolan, *Regional Director – France*, **Invest Northern Ireland**

Chantana Sam, *Economist*, **HSBC Continental Europe**

Présidé par

Olivier Campenon, *Chairman of the* **Cross-Channel Institute**

Direction de la publication

Catherine Le Yaouanc, *General Manager*, **Franco-British Chamber**

Coordination

Jérôme Testut, *Head of Communications, Marketing & Partnerships*, **Franco-British Chamber**

En partenariat avec

**forvis
mazars**

Le Baromètre des Relations Économiques Franco-Britanniques est une publication du Cross-Channel Institute, le think-tank de la Chambre de Commerce Franco-Britannique.

Les opinions et interprétations contenues dans ce rapport sont exclusivement et uniquement celles de la Chambre de Commerce Franco-Britannique.

Cross-Channel Institute

c/o Franco-British Chamber
22 rue de Londres - 75009 Paris
+33 (0) 1 53 30 81 30
information@francobritishchamber.com
www.francobritishchamber.com

Linkedin: Franco-British Chamber of Commerce & Industry

X: @fbcci

Instagram: @francobritish.chamber

Facebook: @francobritishchamberParis

